



Dans sa nouvelle série *Les Grandes entrevues*, Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l. vous propose une entrevue réalisée avec Monsieur Pierre Cléroux, vice-président, recherche et économiste en chef de la Banque de développement du Canada (BDC).

Alors que s’amorce tranquillement le déconfinement partout dans le monde, nous nous sommes entretenus avec cette personnalité bien connue du monde des affaires.

Un point de vue sur plusieurs questions

Nul besoin de s’attarder sur une rétrospective économique des trois derniers mois; chaque entreprise a été et restera assurément marquée par le seau de la Covid-19. Cauchemars pour certains, opportunités pour d’autres, la pandémie aura tout chamboulé sur son passage. Ce séisme financier laisse aujourd’hui dans son sillage des interrogations légitimes quant à l’avenir économique du pays, voire du monde entier. Même si les gouvernements, partout sur la planète, multiplient les mesures d’aide à la population et aux entreprises, la relance de l’économie dans un premier temps, et la réduction de la dette dans un deuxième résonnent comme un appel à la mobilisation.

« Tant au Canada qu’au Québec, la dette accumulée sera énorme. », constate l’économiste en chef, Pierre Cléroux. « Le gouvernement fédéral a dépensé plus de 300 milliards\$ pour aider les gens et les entreprises. Quant au Québec, les dépenses varient aux alentours de 15 milliards\$,

mais dans les deux cas, cela va nous prendre plusieurs années pour retrouver un budget équilibré. ».

L'impact de la Covid-19 a été énorme. Suffisamment sévère pour faire grimper le taux de chômage à un niveau historique de 17 %. Lueur d'espoir cependant, on constate avec soulagement que la reprise est bel et bien amorcée générant ainsi soupire de soulagement, et... baisse du taux de chômage.

« À mesure que l'on déconfiner, les gens récupèrent leurs emplois. À court terme, ce sont des milliers de gens qui vont retourner travailler, et le taux de chômage va baisser rapidement. »

Cela dit, il ne faut pas se leurrer. Il faudra patienter avant de retrouver l'activité économique d'avant la crise. À ce chapitre, d'ailleurs, on observe de près ce qu'il se passe dans d'autres pays depuis le déconfinement. Prudence semble être le mot d'ordre constate Pierre Clérout. La prudence du consommateur expliquerait une certaine lenteur de la reprise.

« La prudence est aussi attribuable à des raisons de santé. Même si les magasins sont ouverts, ou ils sont en train d'ouvrir, l'achalandage sera inférieur qu'avant la crise. », soutient-il.

Si certaines personnes évitent de sortir par crainte de tomber malades, d'autres seront prudentes financièrement; les deux derniers mois ayant fortement marqué les Québécois et les Canadiens avec ces innombrables pertes d'emplois.

« Même ceux qui ont gardé leur emploi retardent leurs achats, surtout dans des biens durables, tels que les maisons ou encore les automobiles. »

La construction... Les manufacturiers...en plein essor

Temps de crise oblige, ils ont été nombreux à redéfinir les orientations de leurs entreprises. Que ce soit par de la production en série de masques, de vêtements pour les hôpitaux, de désinfectants, ou encore de visières, la pandémie est venue ajouter une dizaine de biens jugés, subitement, essentiels pour toute une population. Si certains secteurs d'activités ont su profiter de cette manne (souvent grâce aux infrastructures de leur entreprise), le secteur de la construction figure en tête de liste pour ce qui est de la reprise la plus rapide. Mieux encore, souligne Pierre Clérout, c'est un secteur qui obtiendra la plus haute croissance.

« Le gouvernement du Québec va injecter beaucoup d'argent dans les infrastructures, ce qui va favoriser le secteur de la construction. »

Nonobstant la pandémie, un autre secteur semble avoir été relativement épargné jusqu'ici. Même si beaucoup d'emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier au cours des derniers mois, on note tout de même la création de quelque 79 000 emplois au Canada et de 250 000 aux États-Unis.

Comment explique-t-on ce rebond du secteur manufacturier?

« La demande reprend, et les gens consomment davantage. De plus, le secteur manufacturier permet une plus grande flexibilité lorsqu'il est question de mesures de distanciation sociale, et de réorganisation du travail, beaucoup plus que les commerces de détail par exemple. On a beaucoup regardé vers la Chine, parce qu'elle a été la première affectée, mais aussi parce que c'est le premier pays qui s'est déconfiné (depuis 45 jours). On remarque que le secteur manufacturier est celui qui a repris le plus rapidement. Oui, la baisse a été drastique quand les mesures de confinement sont arrivées, mais la reprise s'est faite rapidement aussi. C'est un constat que l'on a observé dans d'autres pays aussi. »

Technologie de l'information

Même son de cloche positif pour les technologies de l'information. La pandémie ayant prouvé l'efficacité du télétravail, la demande pour la transformation numérique a explosé.

« Pendant la crise, le commerce en ligne au Canada a augmenté de 40 %. Nos études auprès des consommateurs nous ont démontré que 54 % des Québécois avaient acheté en ligne pendant la crise pour la première fois de leur vie. Je ne vous cacherai pas que j'ai été très surpris d'apprendre qu'il y avait tant de gens qui n'avaient jamais acheté en ligne auparavant », indique Pierre Cléroux, « 78 % d'entre eux nous ont confirmé qu'ils vont continuer. Pourquoi? Parce qu'ils se sont habitués et ont vu les bénéfices que cela leur apportait, mais aussi pour des raisons de sécurité. On n'attrape pas le virus derrière son ordinateur. »

Alors que la Banque de développement du Canada questionne les entreprises sur les leçons apprises pendant la pandémie, ces dernières se confient sur leur présence numérique.

« Nettement insuffisantes », répondront plusieurs d'entre elles. Certaines iront jusqu'à prétendre que c'est la raison qui les a empêchés de passer au travers.

Dans ce sondage où les leçons apprises se succèdent, les entreprises lèvent le voile sur une autre problématique qu'elles ont rencontrée pendant la crise.

La gestion des liquidités.

« Effectivement, c'est l'élément numéro un. Désormais, tous veulent avoir des réserves plus importantes, plus de liquidités, plus de cashflow. Ce n'est pas surprenant, les gens ont été échaudés et surpris. La crise est arrivée si rapidement qu'ils se sont retrouvés à court de cashflow. »

Même si le taux d'endettement est plus élevé aujourd'hui, il demeure encore faible pour les entreprises canadiennes. Mieux encore, il est plus bas que la moyenne historique, ce qui signifie que les entreprises canadiennes (en moyenne) n'étaient pas très endettées avant la pandémie.

Investissements

« Après chaque récession, on voit ce qu'on appelle un ralentissement des investissements. », explique monsieur Cléroux. « Il n'y aura pas d'exception cette fois-ci. Cela va prendre du temps avant que les entreprises aient la capacité financière pour investir. Tant au Canada qu'au

Québec, on s'attend à ce que les investissements soient beaucoup moins élevés que dans le passé. »

Un constat qui désole l'économiste en chef de la BDC puisque les investissements au Québec étaient à la hausse depuis quelques années.

« Mais au fur et à mesure que l'économie va s'améliorer, les gens vont réduire leur niveau d'endettement et auront à nouveau les capacités d'investir. »

Ainsi, le sondage trimestriel effectué en janvier 2020 par la BDC sur les intentions d'investissements confirmait bel et bien que celles-ci étaient très positives; les entreprises souhaitant même investir encore plus cette année. Malheureusement, le mois d'avril aura changé la donne.

« Et ça s'est effondré. Nous n'étions pas surpris. », note Pierre Cléroux, « Mais, nous les avons interrogées à nouveau sur leur intention d'investir au cours des 12 prochains mois. La majorité des entreprises nous ont confié qu'elles investiront moins que l'an passé. Bien que les niveaux d'investissement soient plus bas, tout reviendra à la normal, mais graduellement. »

L'après Covid-19

En se basant sur des données lors de la dernière récession de 2008, il aura fallu attendre trois ans avant de retrouver le même niveau d'investissement qu'avant la récession.

Même si la crise actuelle fut aussi soudaine qu'imprévisible, elle ne devrait pas être aussi longue à conclure que sa consœur.

« Ce n'est pas une crise financière, c'est un choc, et les gens se relèvent. Avant de retourner à des taux d'investissement que l'on connaissait, à un niveau d'avant la crise, il faudra attendre le milieu de 2021. Probablement même 18 mois avant de revenir au niveau d'activité économique que nous avions avant la pandémie. », de conclure le vice-président, recherche et économiste en chef de la Banque de développement du Canada (BDC).